



Sortir de la confusion

A bien des égards, cette semaine montre combien notre monde peut pâtir de la confusion. Par exemple la conférence de Londres sur l'Afghanistan...

Madame Merkel nous dit « *l'avenir de l'Afghanistan se joue à Londres* ». Parions plutôt qu'il en sortira une certaine confusion. Où allons nous ?

Les USA renforcent leurs troupes, 35 000 hommes, l'Allemagne et l'Espagne en propose 500, mais le reste du monde: Le Japon se retire sur la pointe des pieds, le Canada n'en peut plus, la France fera dans le qualitatif. Mais la surprise vient de Monsieur Karzaï qui veut négocier avec les Talibans comme le susure Madame Clinton. Mais il propose pour ce faire non seulement de l'argent contre les armes, mais ce que l'on dit moins: le retrait des noms des principaux Talibans inscrits sur une liste noire de l'ONU. Alors acceptera t-on l'amnistie ? Impensable !

Mais que fait-on aussi du plan Hekmatyar qui ne propose pas le retrait des troupes de l'OTAN, mais qui propose une force de paix (sûrement les Turcs) et un gouvernement de transition ? A t-on entendu le refus de Monsieur Abdula de reconnaître Karzaï ? Il est donc peu probable que l'on avance réellement. Tout au plus on va tenter de briser les reins des Talibans Pachtouns pour les obliger à négocier, comme on l'a fait en Irak. Mais les tribus Sunnites n'ont rien à voir avec les Pachtouns qui se vivent comme un peuple et sont discrètement soutenus par les services Pakistanais, eux mêmes discrètement soutenus – selon les Indiens – par les Chinois. Bref, on nage dans la confusion car la solution militaire est une impasse...

La confusion encore sur la mobilisation internationale en faveur d'Haïti. S'il faut saluer la générosité des citoyens de nombreux pays, la rapidité d'action de nombreuses nations qui n'ont pas fait beaucoup de publicité autour de leur intervention, on ne peut que déplorer le spectacle auquel on a assisté pendant quelques jours. Au lieu de voir comment coordonner les efforts, on a vu la France jouer chercher à polémiquer avec les Etats-Unis. Sarkozy voulait «sa» conférence internationale et il voulait vite, aller sur place.

Il a fallu qu'un ancien Premier ministre déclare que se précipiter sur place désorganiserait les personnels chargés de l'aide humanitaire et que donc, ce serait contre-

productif. La nation haïtienne, pour se reconstruire n'a pas besoin d'une privatisation de l'aide, mais d'une solidarité internationale dans laquelle les Nations unies et l'Europe sont grandement attendues.

Face à la confusion, il faut de la clarté. Clarté dans les objectifs et dans les propos. Par exemple, Nicolas Sarkozy s'honorerait à délivrer une autocritique à l'occasion du cinquantième anniversaire des Indépendances des anciennes colonies françaises d'Afrique noire en revenant sur l'odieuse discours de Dakar.

Si on peut saluer l'émancipation politique de dizaines de nations d'Afrique, il faut en même temps continuer à soutenir l'effort de nos partis frères là-bas pour achever la démocratisation partout, unique moyen pour fournir le cadre politique nécessaire à un développement partagé.

Cette année, plusieurs pays de ce continent connaîtront d'ailleurs une élection importante. Il faut tout faire alors pour qu'en cette année 2010, un demi-siècle après avoir obtenu pacifiquement une indépendance dont personne ne parle, ces pays soient exemplaires dans l'exercice démocratique.

Cette clarté, il nous la faut enfin, également au Vénézuéla.

Le Parti socialiste a reconnu la légitimité de Chavez lorsqu'il est parvenu au pouvoir démocratiquement. Ce dirigeant sud-américain est le héros de ceux qui, dans une partie de la gauche, cherchent un nouvel horizon au socialisme. Mais après les illusions du XXe siècle, la leçon que les autres gauches, en Uruguay, au Brésil ou en Argentine ont retenue, c'est que la seule voie vers le socialisme, c'est la démocratie et la démocratie c'est le pluralisme. Sortir de la confusion, c'est condamner le recours à la violence et les atteintes aux libertés fondamentales d'où quelles viennent.

Jean-Christophe Cambadélis

Asie

Une délégation du PS en Inde

Une délégation du Secrétariat international a effectué une visite de trois jours à Delhi du 17 au 20 janvier afin de rencontrer des responsables politiques, en particulier du parti du Congrès et de s'informer sur la situation de l'Inde dans le nouveau contexte économique et géopolitique régional et mondial.

Celle-ci a d'abord été reçue par des représentants du secrétariat du parti du Congrès, au siège historique du AICC (*All India Congress Committee*) et ensuite personnellement par Digvijay Singh, secrétaire général du Congrès. Ces échanges ont permis de mieux connaître l'organisation de ce parti de 50 millions de membres, ses options économiques et priorités sociales, ainsi que ses positions diplomatiques. Il a été décidé de poursuivre ces contacts et de formaliser les relations entre les deux partis dans les mois à venir.

Plusieurs autres rencontres ont suivi avec des représentants de la mouvance social-démocrate notamment avec SK Jena, ministre des Industries chimiques, pharmaceutiques et engrais, membre de la plate-forme *Association for Democratic Socialism*.

Puis rendez-vous avec le secrétaire général de la Fédération des Chambres de commerce indiennes ont permis d'analyser la situation économique de l'Inde qui devrait renouer avec un taux de croissance de 7 à 8 % par an à partir de 2010/2011 et la position de ce pays à propos des négociations commerciales internationales du Cycle de Doha et sur le changement climatique.

La délégation socialiste a aussi pris la mesure de la pauvreté rurale et des risques de tensions communautaires à base religieuse au cours d'échanges avec Shabma Hasmi, militante d'un réseau de lutte contre les fondamentalistes et un représentant de Ekta Parishad, un mouvement de défense des paysans sans terre qui organise des marches pacifiques de masse. La prochaine marche aura lieu en 2012 pendant 9 mois. On attend 200 000 personnes à Delhi.

Les sujets diplomatiques, en particulier la situation en Afghanistan et au Pakistan ainsi que les relations avec la Chine, présente en arrière-plan tout au cours de la visite, ont été longuement abordés tant avec le Congrès qu'au cours du déjeuner offert par L'Ambassadeur de France, Jerome Bonnafont.

Philippe Humbert

Extrême Orient

Une délégation du PS au Japon

Après leur séjour en Inde, et afin de compléter ce déplacement dans les principales démocraties d'Asie, les membres de la délégation du Parti socialiste français se sont rendus au Japon le 22 janvier.

Cette visite avait pour objectif principal de prendre des contacts officiels avec le Parti Démocrate, quelques mois après sa vic-

toire historique aux législatives et la formation du gouvernement dirigé par Yukio Hatoyama. Il s'agissait également de mieux comprendre les mutations sociales, économiques et comportementales en cours au Japon, et qui ont permis ce «tsunami démocrate» après 54 ans de règne quasi-ininterrompu du parti libéral-démocrate.

Elle intervenait quelques jours après l'entretien, le 3 janvier dernier au siège du PS, entre JC Cambadélis et Mizuho Fukushima, Présidente du Parti Social-démocrate japonais, Vice-présidente de l'Internationale socialiste et Ministre d'Etat du nouveau gouvernement Hatoyama, qui avait permis un renforcement supplémentaire des relations déjà anciennes entre le PSDJ et le PS.

L'ambassadeur de France, Philippe Faure, a pu présenter à la délégation un panorama complet de l'actualité japonaise, s'agissant notamment la réalité du lien, complexe, avec les Etats-Unis, de la situation économique, en difficile voie d'amélioration, et les évolutions sociétales, marquées par la prise en compte du vieillissement de la population.

La délégation a pu s'entretenir avec Tenzo Okumura, député et responsable des affaires administratives et financières au sein de la direction du Parti démocrate, des nouvelles orientations gouvernementales : donner l'initiative politique aux élus et non pas aux fonctionnaires, pratiquer une politique économique de relance par la demande intérieure, mettre les préoccupations environnementales au centre du système économique, faire de l'Asie, et notamment de la Chine, la priorité de la politique étrangère, sans négliger l'allié américain et les relations avec l'Europe.

Tenzo Okumura s'est dit tout à fait disposé à engager un dialogue suivi et régulier avec le PS, en particulier des échanges entre jeunes cadres. Le parti Démocrate, ainsi que le parti social-démocrate, sera invité à l'automne à la convention internationale du PS.

La délégation a également rencontré Tetsuro Fukuyama, Vice-ministre des Affaires étrangères, responsable de l'élaboration du programme du PDJ pour les dernières législatives. Après avoir formé pour le PS des vœux de succès à la présidentielle de 2012, Tetsuro Fukuyama a dressé un tableau général de la nouvelle politique étrangère japonaise. Il a tout d'abord indiqué qu'au delà de l'éloignement, le Japon avait de nombreuses convergences avec l'Europe, et en particulier avec la France, notamment sur les enjeux environnementaux, comme l'a montré le sommet de Copenhague. Il a ensuite rappelé les objectifs asiatiques de la diplomatie japonaise, et noté l'importance de la relation avec la Chine, ainsi qu'avec les Etats-Unis, et enfin la nécessité de construire une solidarité multipolaire au sein de la communauté internationale.

Attentifs aux préoccupations des militants et sympathisants à l'étranger, les membres de la délégation ont enfin partagé un moment convivial avec les représentants du bureau de l'ADFE et les camarades de la section PS de Tokyo, qui ont complété, par un éclairage «extérieur» mais local, ce tour d'horizon de la réalité japonaise d'aujourd'hui et ont par ailleurs évoqué la politique intérieure française et les prochaines échéances pour notre parti.

Pierre Thomas

En finir avec l'extrême pauvreté : les socialistes doivent proposer un nouveau modèle de développement

Le groupe des militants du PSE d'Angers a invité jeudi 13 janvier Philip Cordery, Secrétaire Général du PSE, et Liêm Hoang Ngoc, député européen, à participer à un ciné-débat autour du film *La fin de la pauvreté ?* de Philippe Diaz.

Un format original, pour une discussion constructive sur base des thèmes évoqués par le film : les moyens d'éradiquer l'extrême pauvreté, la solidarité internationale, mais aussi l'échec du système capitaliste néolibéral, qui a mis en place et perpétue ces inégalités insoutenables dans le monde.

La lutte contre les inégalités et la solidarité sont le fondement même du combat politique des socialistes. Notre vision est celle d'un monde où le citoyen est au cœur du système.

Philip Cordery a rappelé que l'objectif premier des socialistes est le respect du calendrier des Objectifs du Millénaire pour le Développement (qui doivent être atteints en 2015). Pour cela, les socialistes européens réclament une action globale de l'Union Européenne, en matière d'aides au développement, d'accords commerciaux justes avec les pays en développement, de politique agricole pour mettre fin à la crise alimentaire mondiale, de droit à un travail décent, et d'annulation de la dette des pays pauvres très endettés.

Pourtant, les intervenants ont souligné que ce ne seront que des mesures de court terme. Le vrai défi, en tant que socialistes, est de repenser un nouveau modèle de développement, un modèle basé sur l'équilibre entre croissance économique, justice sociale et développement durable au niveau mondial, un modèle qui, contrairement au modèle capitaliste néolibéral, ne repose pas sur les inégalités.

Philip Cordery a dénoncé un système injuste, et non respectueux de la personne. Il faut donc inventer un système de solidarité internationale qui assure une redistribution juste des richesses à l'échelle mondiale, ou du moins en premier lieu de l'UE, qui doit être à la pointe de ce combat.

Les ressources et les richesses existent pour mettre fin à l'extrême pauvreté dans le monde. Notre ambition est d'être à la hauteur de nos pères politiques qui, il y a plus d'un siècle, ont créé des impôts justes et un système de protection sociale à l'échelle nationale (sécurité sociale, allocation chômage, etc.) : nous devons aujourd'hui penser une nouvelle structure de redistribution à l'échelle de la planète. C'est pourquoi nous nous battons pour une large réforme des marchés financiers et pour la création d'une fiscalité internationale permettant une redistribution juste des richesses.

Soyons clairs, une taxe mondiale sur les transactions financières de 0,01% générerait un montant suffisant pour financer la totalité de l'aide au développement nécessaire à l'éradication de l'extrême pauvreté (environ 200 milliards d'euros par an). Mettre fin à l'évasion fiscale permettrait de dégager un montant qui à lui seul financerait chaque année la quasi totalité du service de la dette extérieure des pays en développement.

Il faut aller chercher l'argent là où il est. Nous entendons faire pression sur le pouvoir pour mettre en place ces mesures d'encaissement des marchés financiers, d'abolition des paradis fiscaux, de taxe sur les transactions financières, grâce à la campagne « *Les Européens pour la réforme financière* » menée par une grande coalition de progressistes. Nous voulons, et devons, exiger un système financier sain, pour éradiquer la pauvreté.

Le niveau de pauvreté que nous connaissons aujourd'hui dans le monde est intolérable, et les masses englouties dans le sauvetage des banques en sont d'autant plus indécentes. C'est pourquoi nous devons changer le système qui a permis cela. Nous, progressistes, en avons la volonté politique.

Blog du PSE

Brèves

La Grèce veut faciliter la naturalisation des immigrés et de leurs enfants

Le gouvernement socialiste va réformer le code de la nationalité qui devrait changer sa vie. La Grèce compte environ 130 000 enfants de 750 000 immigrés en situation régulière. Au total, les immigrés représentent un million de personnes, soit 10 % de la population, dont plus de la moitié venue d'Albanie.

Le projet de loi prévoit de naturaliser les immigrés de la deuxième génération, nés ou scolarisés dans le pays, d'assouplir les règles de naturalisation pour la première génération et, pour les immigrés légaux, d'offrir le droit de vote et l'éligibilité limitée au poste de conseillers locaux.

La réforme du code de la nationalité est un coup porté à la tradition. Dans un pays où la législation qui s'applique n'est pas le droit du sol mais le droit du sang.

Selon un sondage de la chaîne de télévision Méga, 64,9 % sont pour l'octroi de la nationalité à la deuxième génération, 49,6 % sont opposés au droit de vote.

Vénézuéla : deux morts après la censure de RCTV

Plusieurs milliers d'étudiants ont manifesté à plusieurs reprises à Caracas pour protester contre la décision des autorités de retirer du câble la chaîne anti-Chávez Radio Caracas Television (RCTV).

Deux personnes ont déjà trouvé la mort et des dizaines d'autres ont été blessées lors de heurts entre manifestants et forces de l'ordre en marge des défilés.

Le gouvernement a décidé de retirer RCTV du câble suite au refus de celle-ci de se plier à une nouvelle loi obligeant les médias télévisuels à diffuser notamment les discours du président. L'opposition accuse Chávez de vouloir museler toute contestation.

Jeudi, le président a accusé les étudiants de chercher à déclencher des violences pour déstabiliser son gouvernement. « *Certains tentent de mettre le feu au pays* », a-t-il déclaré lors d'une allocution à la télévision. « *Que cherchent-ils? La mort* ».

Chávez s'est dit déterminé à réprimer les manifestations qui dégrèneraient. « *Nous ne pouvons pas autoriser cela* », a-t-il affirmé. « *L'Etat et le gouvernement doivent imposer l'autorité* ».

Cette situation survient alors que le pays est confronté à des difficultés (récession, inflation, coupures d'électricité). L'opposition est de son côté décidée à gagner les élections législatives de septembre.

Communiqués de presse

Vote d'investiture de la future Commission européenne

Le Parlement européen va être appelé à se prononcer, conformément au Traité sur l'Union européenne, sur l'investiture de la future Commission européenne.

À l'issue des auditions devant le Parlement européen des candidats commissaires désignés par les États membres et le Président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, le Parlement procédera à un vote d'approbation, le 9 février 2010, sur l'ensemble du collège des commissaires, y compris le Président de la Commission. Ce vote d'investiture de l'exécutif qui va diriger l'Union européenne pour les cinq prochaines années sera un acte politique majeur du nouveau Parlement et un moment essentiel de la démocratie européenne. Il portera non seulement sur les compétences et l'engagement européen des candidats, comme le prévoit le Traité, mais aussi sur l'orientation affichée par la future Commission à l'occasion de ces auditions.

Or, les auditions qui viennent de se dérouler devant les commissions du Parlement européen ont d'abord été marquées par le niveau très inégal des candidats proposés. Plusieurs candidats commissaires en charge de domaines d'action décisifs pour l'avenir de l'Union européenne, y compris les plus emblématiques du nouveau traité, ont montré un manque de compétence et une impréparation qui déboucheraient en cas d'investiture, et par-delà tout jugement politique, sur un affaiblissement sans précédent de l'exécutif européen.

Cette faiblesse de l'équipe qui doit diriger l'Union européenne est particulièrement préoccupante dans un moment où l'Europe doit faire face à une crise profonde et à d'immenses défis internationaux, en même temps qu'elle doit restaurer la confiance des citoyens dans le projet européen.

Le collège proposé n'est tout simplement pas à la hauteur. Ce constat largement partagé a d'ores et déjà mené au retrait d'une des candidates, même si le problème ne saurait être réduit au seul cas de la commissaire à l'aide humanitaire.

Les candidats ont également le plus souvent refusé de s'engager sur de grandes questions relevant de leur champ de compétence, laissant les députés dans l'ignorance de la politique qui sera menée. Ainsi, les futurs commissaires ne se sont pas engagés sur des points essentiels aux yeux des socialistes pour une véritable stratégie de sortie de crise, pour répondre à l'urgence

sociale et climatique, et pour un renouveau du projet européen: aucun engagement substantiel sur l'harmonisation fiscale et l'harmonisation sociale, sur l'ambition d'une politique industrielle, sur les moyens de l'Union, son budget, la politique régionale et la politique agricole, sur la protection des services publics et des services sociaux, ou encore sur les véritables priorités et orientations de la politique étrangère et de sécurité commune.

Cette stratégie d'esquive est un manque de respect pour le Parlement européen et confirme le choix d'une Europe minimaliste, effacée, à dominante libérale.

L'Europe a besoin de vision, d'ambition et d'impulsion avec un exécutif qui soit le moteur de l'intégration européenne. Par son orientation majoritairement conservatrice et libérale comme par sa composition, la Commission proposée ne répond pas à cet objectif.

Le vote des députés européens socialistes contre l'investiture de José Manuel Barroso indiquait déjà clairement notre refus d'une Europe réduite aux acquêts de l'intergouvernemental.

Les députés européens socialistes n'accorderont pas davantage leur vote d'investiture à la Commission proposée.

À l'occasion de ce vote, le Parti socialiste défendra, plus que jamais, la nécessité d'une nouvelle impulsion pour bâtir une véritable Europe politique, économique et sociale.

Communiqué de Jean-Christophe Cambadélis

Venezuela : le droit à l'information est un droit fondamental

25 jan 2010 -- L'autorité régulatrice de la télévision vénézuélienne a suspendu les émissions de six chaînes jusque là diffusées sur le câble, American network, America TV, Momentum, RCTV International, Ritmo son et TV Chile.

Cette suspension alors que le Venezuela est en année électorale interpelle tous ceux qui sont attachés au respect du débat démocratique. Le droit à l'information est un droit fondamental et universel.

Jean-Christophe Cambadélis fait part de sa préoccupation. Il espère la reprise prochaine des activités des chaînes suspendues.

Agenda

Ezter Charles, ancien ambassadeur d'Haïti à l'UNESCO et représentant en France du Parti Fusion des sociaux-démocrates haïtiens a été reçu au siège du PS par Maurice Braud, Jean-Jacques Kourliandsky et Pierre Kanuty le 21 janvier. Ensemble, ils ont évoqué la situation en Haïti et les enjeux de l'aide internationale.

Azza Zarrad, l'épouse du journaliste et opposant tunisien Taoufik Ben Brik, a été reçue par Martine Aubry et Pouria au siège du PS la semaine dernière.

François Loncle représentera le Parti socialiste au Congrès du Parti des Travailleurs du 17 au 21 février à Brasilia.